

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°25 –24 juin 2021

En bref

L'étude annuelle de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indique que l'Amérique latine a réduit de près de la moitié les investissements directs étrangers reçus, soit plus que la moyenne mondiale à -35 % (jusqu'à +4% en Asie). En détail, l'Amérique latine a reçu 88 Mds USD d'investissements directs étrangers en 2020, contre 160 Mds USD en 2019. Par pays, c'est au Pérou qu'ils ont le plus chuté, de près de 90% (982 MUSD en 2020 contre 8 Mds USD un an plus tôt), du fait de la récession économique mais également de l'instabilité politique. D'ici 2021, la CNUCED s'attend à ce que les flux d'investissement à destination et en provenance d'Amérique latine restent à un faible niveau, et prévoit qu'ils ne retrouvent leur niveau d'avant la pandémie qu'en 2023, soit un an plus tard que ce qu'affichent les prévisions mondiales.

LE CHIFFRE À RETENIR

45 %

La pandémie de COVID-19 a fait chuter de 45 % les investissements étrangers en Amérique latine.

BOLIVIE

Les permis de construire ont diminué de 37,3% en 2020.

Les permis de construire ont diminué de 37,3 % en 2020 en raison de la crise sanitaire qui a paralysé les travaux de construction dans tout le pays. Selon un rapport de la Chambre départementale de la construction de Santa Cruz (Cadecocruz), les surfaces de construction ont également baissé de 2,8M de mètres carrés en 2019 à 1,7M de mètres carrés en 2020, soit une baisse de 37%.

Le Président Arce présente un projet de loi visant à accroître les réserves d'or.

Le Président Luis Arce a annoncé qu'il présenterait un projet de loi permettant à la Banque Centrale de Bolivie (BCB) d'acheter de l'or pour augmenter les Réserves Internationales Nettes (RIN). "Nous envoyons une proposition d'avant-projet de loi qui autorise la Banque Centrale de Bolivie à acheter de l'or de production nationale pour renforcer les Réserves Internationales Nettes (RIN) et l'autorise à réaliser des opérations sur les marchés internationaux" a ainsi informé le Chef de l'Etat.

Le gouvernement modifie les droits de douane pour l'importation de huit denrées alimentaires.

Le gouvernement central a modifié les droits de douane sur les importations de viande de poulet, de lait en poudre, de cacao, de pommes de terre, de tomates, d'oignons, de pommes et de fraises afin de relancer et de protéger la production agricole nationale.

COLOMBIE

Fitch analyse plusieurs variables pour définir la notation de la Colombie le mois prochain.

L'agence de notation Fitch Ratings prévoit d'organiser un comité en juillet pour décider de la notation de la Colombie, qu'elle place actuellement à BBB- avec une perspective négative, après que Standard and Poor's a abaissé début mai la note du pays de BBB- à BB+ à la suite du rejet par le gouvernement du projet de réforme fiscale. Le déficit budgétaire de 7 % du PIB d'ici 2022 estimé par le gouvernement, selon le cadre budgétaire à moyen terme présenté la semaine dernière, est supérieur aux prévisions de Fitch à 5,5 % du PIB. À long terme, des doutes planent aussi sur la croissance, notamment en raison de l'impact que la pandémie pourrait avoir sur des variables telles que la pauvreté, le chômage et les fermetures d'entreprises. La décision de Fitch dépend aussi de la capacité estimée du gouvernement à mettre effectivement en œuvre une réforme fiscale alors que le pays organisera le premier tour des élections présidentielles en mai 2022.

Le gouvernement prévoit de vendre une partie de ses actifs pour 3,7 Mds USD d'ici la fin de l'année 2021.

Le gouvernement colombien est présent au capital de 103 entreprises pour 20,8 Mds USD (dont 33 avec une participation majoritaire). Pour l'heure, alors que le texte de la nouvelle réforme fiscale est en cours de finalisation, le plan de privatisation du gouvernement prévoit de vendre ses actifs pour 3,7 Mds USD d'ici 2021 et 1,8 Md USD d'ici 2022. Ces premiers milliards proviendraient de la vente des 51,4 % que le gouvernement détient dans Interconexión Eléctrica (l'offre faite par Ecopetrol a été acceptée; l'Etat détient 80 % de la compagnie pétrolière) et des ressources restantes provenant de la réévaluation de certaines entreprises qui ne sont pas stratégiques et ont une faible rentabilité. Les portefeuilles qui comptent le plus de participations sont le ministère des Transports, avec 34 entreprises publiques, suivi du ministère des Finances (30), du ministère de l'Agriculture (avec 16) et du ministère des TIC (avec 10). La participation d'Avianca n'a pas été attribuée à un ministère mais apparaît enregistrée comme appartenant à la Nation.

Les Etats-Unis font don de 14M de doses de vaccins à la Colombie et autres pays de la région.

L'administration de Joe Biden a annoncé qu'elle ferait don de 14 M de doses supplémentaires de vaccin Covid-19 à la Colombie et à d'autres pays de la région et inclus le pays dans un "partenariat prioritaire" qui lui permettra de recevoir 14 M de doses supplémentaires dans les mois à venir. Les États-Unis n'ont pas précisé le montant que chaque pays recevra, mais ont indiqué qu'il sera proportionnel à la taille de leur population.

Durant la période de grève nationale, 2,6 M de ménages n'ont mangé que deux fois par jour.

Au cours d'un mois où l'activité économique a été considérablement affectée, notamment par les blocages, les ménages colombiens ont enregistré une détérioration de leurs conditions économiques, notamment une diminution des possibilités d'acheter des aliments de base et d'avoir accès à trois repas par jour. C'est ce qu'affirme l'enquête Social Pulse de l'Institut national des statistiques (DANE), qui révèle que 2,6M de ménages sont passés de trois à deux repas par jour en mai, soit une augmentation de 314 % par rapport à avril 2021.

EQUATEUR

L'Equateur signe la convention du CIRDI.

L'ambassadeur de l'Équateur aux États-Unis, Ivonne Juez Abuchacra de Baki, a signé cette semaine la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, dite la Convention CIRDI. En 2008, le Président Correa avait notifié au CIRDI qu'il ne consentirait pas à l'arbitrage pour les questions touchant au secteur pétrolier et promulgué une nouvelle constitution contenant un article interdisant au gouvernement de céder sa souveraineté juridictionnelle à des entités internationales d'arbitrage situées en dehors de l'Amérique latine. À travers cette démarche, l'Équateur devient le 164^e pays à adhérer à l'accord et espère ainsi attirer de nouveaux investissements étrangers.

BID Invest et Proparco approuvent un prêt pour financer le secteur des télécommunications.

La BID Invest a approuvé un prêt de 36,8 MUSD pour financer des infrastructures de la société Phoenix Tower, l'un des acteurs les plus importants du marché. L'accord avec la BID Invest prévoit la participation de Proparco à hauteur de 25 MUSD et de la CIFI - une institution non bancaire, leader dans le financement d'infrastructures de télécommunications - à hauteur de 11,8 MUSD.

PEROU

BCRP : Le dollar devrait baisser face au sol d'ici la fin de l'année.

Le président de la Banque centrale de réserve (BCRP), Julio Velarde, a déclaré que le taux de change pourrait clôturer l'année à un niveau inférieur à celui affiché actuellement, lorsque l'incertitude sur l'avenir politique du pays se sera dissipée. Le cours de vente du dollar a atteint 3,965 soles sur le marché interbancaire mercredi 23 juin et 3.97 soles sur le marché parallèle, tandis que dans les guichets des principales banques, il était proposé à 4 soles.

Les investissements dans les transports publics sont en forte hausse cette année.

L'autorité de surveillance des investissements dans les infrastructures de transport à usage public (Ositran) a signalé qu'entre janvier et mai 2021, les investissements réalisés dans les systèmes électriques de transport de masse, notamment la ligne 2 du métro de Lima et Callao,



ont totalisé 183,34 MUSD. Cela représente une augmentation de 209 % par rapport à la même période en 2020.

Le nombre de micro et petites entreprises a diminué de près de 50% en 2020.

Selon les chiffres de l'Enquête nationale sur les ménages de l'INEI, environ 3,1M de micro et petites entreprises (Mypes) ont été enregistrées dans le pays en 2020, soit 48,8% de moins qu'en 2019. Les Mypes ont employé 4.5 M de travailleurs l'année dernière, en baisse de 48,6% sur un an. Rafael Zacnich, directeur des études économiques de ComexPerú, juge que ces résultats sont la conséquence de la pandémie et de la fermeture des activités, et indique que le secteur manufacturier est le plus touché.

VENEZUELA

Les dernières projections de l'économie vénézuélienne pour le second semestre de l'année.

L'Institut de recherche économique et sociale de l'Université catholique Andrés Bello (UCAB) a publié son rapport avec les principales projections de l'économie vénézuélienne pour le reste de l'année. Dans ce document, l'Institut prévoit "une reprise timide" de l'économie, de l'ordre de 2%, qui n'entraînera pas de réduction des niveaux de pauvreté et creusera les inégalités. L'hyperinflation se maintiendra entre 2.000 % et 2.500% (un taux très élevé mais inférieur à 3.000 % en 2020, 9.600 % en 2019 et 130.000 % en 2018) ; les recettes des exportations

cette année devraient valoir deux fois celles de 2020 à 10 Mds USD (sans retrouver les niveaux de 2019), les obligations du système Patria devraient absorber plus de 50 % des dépenses publiques ; dans la seconde moitié de 2021, la production de pétrole pourrait augmenter d'environ 60.000 barils par jour (en 2022, un volume de production moyen de 700.000 b/j pourrait être atteint) ; le retour à une production de 2,6 millions de b/j nécessiterait un investissement de 200 Mds USD.

Le pays dispose de 3,2M de doses de vaccins.

Le 12 juin dernier, 500.000 doses de Sputnik V sont arrivées dans le pays. Ce nouveau lot porte à 3,23 M le nombre de vaccins COVID-19 que le Venezuela a reçus. Dans le même temps, le ministre de la Santé a déclaré que le pays disposait déjà de "suffisamment de vaccins pour vacciner 13% de la population", soit 22M de personnes.



DOSSIER DU MOIS : L'état du marché du travail dans les pays de la zone, un peu plus d'un an après la pandémie.

Dans une étude conjointe, la Comisión económica para l'América latina et les Caraïbes (CEPALC) et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont conclu cette semaine que la région devait promouvoir des politiques de l'emploi destinées aux groupes les plus vulnérables après l'impact de la pandémie. Selon le rapport, au cours de l'année 2020, le PIB régional a enregistré une contraction de -7,1%, la plus importante du siècle dernier, ce qui a généré une baisse de l'emploi et une augmentation du taux de chômage qui a atteint une moyenne de 10,5% sur l'année. Un grand nombre de travailleurs informels ont dû se retirer du marché et cessé de générer des revenus et la fermeture des services de soins et des écoles a augmenté de manière drastique et déséquilibrée la charge de travail des femmes. La pandémie de COVID-19 n'a pas seulement augmenté le chômage, mais a également détérioré la qualité de l'emploi.

En Bolivie, le marché du travail se remet sensiblement des conséquences de la crise sanitaire et notamment des périodes de confinement, plus d'un an après le début de la crise. Le pays affiche un taux chômage de 6,3% au premier trimestre 2021 (8,7% en zone urbaine) qui reste néanmoins plus élevé qu'avant la crise (4,2% au premier trimestre 2020 et 5,8% en zone urbaine) mais loin du pic qu'il a connu au troisième trimestre 2020 en zone urbaine de l'ordre de 10,8% (les données ne sont pas disponibles au niveau national). Malgré la hausse du chômage, le nombre d'actifs occupés augmente de 3,6%, soit environ 208.000 Boliviens entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021.

En Colombie, le marché du travail est marqué par un taux de chômage structurel, amplifié par la crise. En mai 2020, il a atteint un pic à 21,4% pour une moyenne sur l'année à 15,9% alors qu'il était contenu autour de 10% sur la dernière décennie. Depuis janvier, le taux de chômage connaît une légère diminution (à 15,1% en avril) mais se maintient sur une fourchette haute. Dans son cadre budgétaire à moyen terme, le gouvernement s'attend à ce qu'il diminue à 11,9% d'ici décembre. En temps de crise, le

gouvernement a déployé plusieurs dispositifs pour tenter de sauvegarder l'emploi, notamment le Programme de soutien à l'emploi formel (PAEF), effectif jusqu'en septembre, et le Plan *Compromiso por Colombia* qui vise à générer 30 Mds USD en investissements publics et privés et a aussi pour but la création d'1,5M d'emplois. L'emploi informel représente 47,7% des emplois à la fin 2020 (+1,5 point en un an) et 62,1% selon la dernière estimation de l'OIT (organisation à laquelle la Colombie a été élue membre titulaire en juin pour la période 2021-2024). Le salaire minimum, qui augmente régulièrement au-delà de l'inflation, est considéré comme élevé ce qui alimenterait l'informalité. La Colombie a décrété une hausse du salaire minimum de 3,5% en 2021 à 259,9 USD.

En Equateur, le marché de l'emploi s'est fortement dégradé à la suite de la pandémie après un confinement strict entre mars et septembre 2020. Le gouvernement a soutenu le marché de l'emploi formel et l'activité via la loi dite « humanitaire » qui prévoit une flexibilisation du code du travail pendant une période de 2 ans (contrats par heure, réduction du temps de travail, réduction des indemnités). Malgré ces efforts, les chiffres de l'emploi ont



montré une baisse du taux de d'activité (30,8% en décembre 2020 contre 38,8% en décembre 2019) et une augmentation significative du taux de sous-emploi (de 56,7% à 63,3%). Les secteurs qui ont le plus souffert sont le tourisme (-41.000 emplois entre mars 2020 et mars 2021), la construction (-63.300 emplois), le transport (-50.600 emplois), le secteur pétrolier (-59.400 emplois) et l'agriculture (-49.600 emplois). En revanche, les secteurs créateurs d'emplois ont été les services financiers (+18.400 emplois), et les activités liées à l'eau et l'électricité (+ 12.600 emplois). Selon les chiffres du ministère du Travail, 500.000 emplois ont été détruits pendant la pandémie.

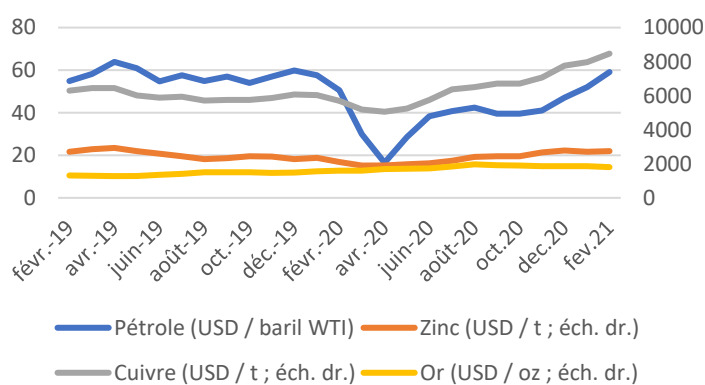
Au Pérou, le confinement très strict a perturbé le marché du travail au point où le taux de chômage national de 7,5% au premier trimestre 2021 (15,3% à Lima) se situe encore au double des niveaux pré-crise (3,6% au quatrième trimestre 2019 et 6,1% à Lima). Cela représente néanmoins une amélioration après le pic du taux chômage au 3T 2020 à 9,6% (16,5% à Lima). En effet, les derniers chiffres pour Lima montrent un taux de chômage de 12% pour le trimestre mobile mars-avril-mai 2021, soit une baisse de 3,3 p.p. par rapport au premier trimestre 2021. Un effet particulier au Pérou de l'interdiction des activités non-essentiels entre mi-mars et mi-mai 2020, a été la réduction temporaire de la population active qui passe de 73% de la population en âge de travailler au quatrième trimestre 2019 (68% à Lima) à 45% au second trimestre 2020 (33% à Lima). Ce taux est depuis revenu à 70% au premier trimestre 2021 (61% à Lima). Si l'on

considère l'année mobile avril 2020-mars 2021, on constate que le nombre d'actifs occupés s'est réduit de 13,6% (17,2% en zone urbaine) soit 2,3 M de personnes. Enfin, concernant le taux d'emploi informel (structurellement élevé au Pérou) celui-ci passe de 72,7% à 77,3% sur cette même période.

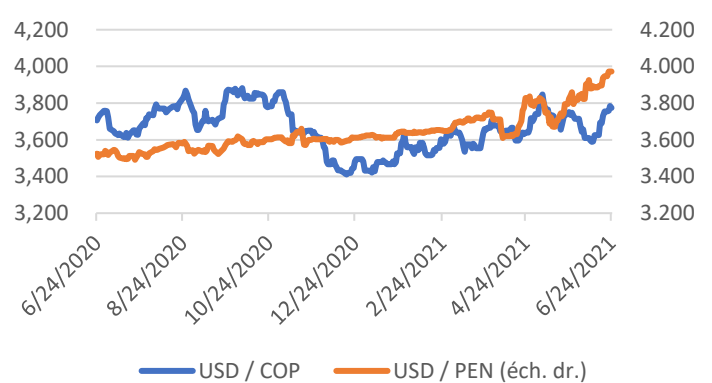
Au Venezuela, la population a subi les effets d'une récession économique profonde et prolongée, accompagnée d'une érosion significative des conditions de vie de ses habitants, ce que la pandémie a encore aggravé (en 2019, 96,2% des ménages vénézuéliens sont considérés comme pauvres). En l'absence de données officielles, le FMI estime que le Venezuela a enregistré un taux de chômage de 58,3 % en 2020, ce qui représente le chiffre le plus élevé au monde. Plus en détail, le secteur manufacturier serait le plus touché : en 1999, il y avait 11.138 industries mais ce chiffre est tombé à 2.121 en 2020, alors que sur les 600.000 entreprises qui existaient en 2020, il n'en resterait que 2.000 cette année. Par ailleurs, le télétravail en période de pandémie, qui a permis de sauvegarder une partie de l'activité économique dans les pays de la zone, n'a pas été utilisé dans la même mesure au Venezuela. En effet, seuls 34,2% des ménages disposent d'une connexion internet et plus de 54,8% d'entre eux déclarent avoir subi au moins une panne de réseau quotidienne. Le dernier rapport conjoint de la CEPALC et de l'OIT conclut que les différences socio-économiques ont été exacerbées par les fractures numériques.

Les graphiques de la semaine :

Cours des matières premières (mensuel)



Taux de change (quotidien)



Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international